Spedizione in abbonamento postale

Anno 91° — Numero 255

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Martedì, 7 novembre 1950** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI — TELEF. 50-139 51-236 51-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA — TELEF. 80-033 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **6024** - Semestrale L. **3516**
Trimestrale L. **2012** Un fascicolo L. **30.**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. **6024** - Semestrale L. **3516**
Trimestrale L. **2012** - Un fascicolo L. **30.**
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso i negozi della Libreria dello Stato in ROMA, via XX Settembre (palazzo del Ministero delle Finanze); via del Corso n. 234 (angolo via Marco Minghetti n. 23-24); in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in ROMA - presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano, Galleria Vittorio Emanuele n. 3 - Firenze, via Cavour n. 46 r - Napoli, via Chiaia n. 5 - Torino, via Roma n. 80 (Salone " La Stampa ,,) sono autorizzate ad accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 giugno 1950, n. 865.

Esecutorietà dell'Accordo di Madrid del 14 aprile 1891, concernente la repressione delle false indicazioni di provenienza delle merci, riveduto a Washington il 2 giugno 1911, all'Aja il 6 novembre 1925 ed a Londra il 2 giugno 1934.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto l'art. 87 della Costituzione;

Sentito il Consiglio dei Ministri;

Sulla proposta del Ministro per gli affari esteri, di concerto con i Ministri per la grazia e giustizia, per le finanze, per l'industria e commercio e per l'agricoltura e foreste;

Decreta:

Art. 1.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di Madrid del 14 aprile 1891, concernente la repressione delle false indicazioni di provenienza delle merci, riveduto a Washington il 2 giugno 1911, all'Aja il 6 novembre 1925 ed a Londra il 2 giugno 1934.

Art. 2.

Il presente decreto entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* ed ha effetto conformemente a quanto stabilito dall'art. 6 dell'Accordo suddetto.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 12 giugno 1950

EINAUDI

DE GASPERI — SFORZA — PICCIONI — VANONI — TOGNI — SEGNI

Visto, *il Guardasigilli*: PICCIONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 ottobre 1950
Atti del Governo, registro n. 36, foglio n. 26. — CONSOLI

Arrangement de Madrid du 14 avril 1891 concernant la répression de fausses indications de provenance sur les marchandises, revisé à Washington le 2 juin 1911, à La Haye le 6 novembre 1925 et à Londres le 2 juin 1934.

Les Soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont, d'un commun accord, arrêté le texte suivant, qui remplacera l'Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, revisé à Washington le 2 juin 1911 et à La Haye le 6 novembre 1925, savoir:

Art. 1er

1. — Tout produit portant une fausse indication par laquelle un des pays auxquels s'applique le présent Arrangement, ou un lieu situé dans l'un d'entre eux, serait directement ou indirectement indiqué comme pays ou comme lieu d'origine, sera saisi à l'importation dans chacun desdits pays.

2. — La saisie sera également effectuée dans le pays où la fausse indication de provenance aura été apposée ou dans celui où aura été introduit le produit muni de cette fausse indication.

3. — Si la législation d'un pays n'admet pas la saisie à l'importation, cette saisie sera remplacée par la prohibition d'importation.

4. — Si la législation d'un pays n'admet ni la saisie à l'importation, ni la prohibition d'importation, ni la saisie à l'intérieur, et en attendant que cette législation soit modifiée en conséquence, ces mesures seront remplacées par les actions et moyens que la loi de ce pays assure en pareil cas aux nationaux.

5. — A défaut de sanctions spéciales assurant la répression des fausses indications de provenance, les sanctions prévues par les dispositions correspondantes des lois sur les marques ou les noms commerciaux seront applicables.

Art. 2

1. — La saisie aura lieu à la diligence de l'Administration des douanes qui avertira immédiatement l'intéressé, personne physique ou morale, pour lui permettre de régulariser, s'il le désire, la saisie opérée conservatoirement; toutefois, le Ministère public ou toute autre

autorité compétente pourra requérir la saisie, soit à la demande de la partie lésée, soit d'office; la procédure suivra alors son cours ordinaire.

2. — Les autorités ne seront pas tenues d'effectuer la saisie en cas de transit.

Art. 3

Les présentes dispositions ne font pas obstacle à ce que le vendeur indique son nom ou son adresse sur les produits provenant d'un pays différent de celui de la vente; mais, dans ce cas, l'adresse ou le nom doit être accompagné de l'indication précise, et en caractères apparents, du pays ou du lieu de fabrication ou de production, ou d'une autre indication suffisante pour éviter toute erreur sur l'origine véritable des marchandises.

Art. 3-*bis*

Les pays auxquels s'applique le présent Arrangement s'engagent également à prohiber l'emploi, relativement à la vente, à l'étalage, ou à l'offre des produits, de toutes indications ayant un caractère de publicité et susceptibles de tromper le public sur la provenance des produits, en les faisant figurer sur les enseignes, annonces, factures, cartes relatives aux vins, lettres ou papiers de commerce ou sur toute autre communication commerciale.

Art. 4

Les tribunaux de chaque pays auront à décider quelles sont les appellations qui, à raison de leur caractère générique, échappent aux dispositions du présent Arrangement, les appellations régionales de provenance des produits vinicoles n'étant cependant pas comprises dans la réserve spécifiée par cet article.

Art. 5

1. — Les pays de l'Union pour la protection de la propriété industrielle qui n'ont pas pris part au présent Arrangement seront admis à y adhérer sur leur demande, et dans la forme prescrite par l'article 16 de la Convention générale.

2. — Les stipulations des articles 16-*bis* et 17-*bis* de la Convention générale s'appliquent au présent Arrangement.

Art. 6

1. — Le présent Acte sera ratifié et les instruments de ratification en seront déposés à Londres au plus tard le 1er juillet 1938. Il entrera en vigueur entre les pays au nom desquels il aura été ratifié un mois après cette date. Toutefois, si auparavant il était ratifié au nom de six pays au moins, il entrerait en vigueur entre ces pays un mois après que le dépôt de la sixième ratification leur aurait été notifié par le Gouvernement de la Confédération Suisse et, pour les pays au nom desquels il serait ratifié ensuite, un mois après la notification de chacune de ces ratifications.

2. — Les pays au nom desquels l'instrument de ratification n'aura pas été déposé dans le délai visé à l'alinéa précédent seront admis à l'adhésion aux termes de l'article 16 de la Convention générale.

3. — Le présent Acte remplacera, dans les rapports entre les pays auxquels il s'applique, l'Arrangement conclu à Madrid le 14 avril 1891 et les Actes de revision subséquents.

4. — En ce qui concerne les pays auxquels le présent Acte ne s'applique pas, mais auxquels s'applique l'Arrangement de Madrid revisé à La Haye en 1925, ce dernier restera en vigueur.

5. — De même, en ce qui concerne les pays auxquels ne s'appliquent ni le présent Acte, ni l'Arrangement de Madrid revisé à La Haye, l'Arrangement de Madrid revisé à Washington en 1911 restera en vigueur.

Fait à Londres, en un seul exemplaire, le 2 juin 1934.

Pour l'Allemagne:
HOESCH — GEORG KLAUER — WOLFGANG KÜHNAST — HERBERT KÜHNEMANN

Pour les Etats-Unis du Brésil:
J. A. BARBOZA-CARNEIRO

Pour Cuba:
GABRIEL SUAREZ SOLAR

Pour la Ville Libre de Dantzig:

Pour l'Espagne:
RAMÓN PEREZ DE AYALA — FERNANDO CABELLO LAPIEDRA — JOSÉ GARCIA MONGE

Pour la France:
MARCEL PLAISANT — ROGER CAMBON — GEORGES LAINEL — GEORGES MAILLARD

Pour la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord:
F W LEITH-ROSS — M F LINDLEY — WILLIAM S. JARRATT

Pour l'Etat Libre d'Irlande:

Pour le Lichtenstein:
W KRAFT

Pour le Maroc:
HALGOUËT

Pour la Pologne:
STEFAN CZAYKOWSKI

Pour le Portugal:
JOAO DE LEBRE E LIMA — ARTHUR DE MELLO QUINTELLA SALDANHA

Pour la Suède:
BIRGER LINDGREN — AKE DE ZWEIGBERGK

Pour la Suisse:
W KRAFT

Pour la Syrie et le Liban:
MARCEL PLAISANT

Pour la Tchécoslovaquie:
DR. KAREL SKÁLA — DR. OTTO PARSCH

Pour la Tunisie:
C. BILLECOCQ

Pour la Turquie:
A. FETHI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
SFORZA

RELAZIONE e DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 ottobre 1950.

Rimozione dalle funzioni del vice sindaco del comune di Langosco (Pavia).

AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Durante lo sciopero agricolo del maggio scorso l'assessore anziano e vice sindaco di Langosco (Pavia), signor Luigi Varese, dimentico dei doveri derivantigli dalle sue funzioni, che avrebbero dovuto suggerirgli di adoperarsi per la tutela dell'ordine e della incolumità pubblica, si rendeva egli stesso partecipe delle gravi manifestazioni di illegalità, e di violenza verificatesi in quella occasione, rifiutando di eseguire i lavori indicati dall'azienda agricola che lo ingaggiava e recandosi, invece, insieme ad altri braccianti agricoli, ad intraprendere degli arbitrari lavori non autorizzati in una strada privata, dai quali desisteva solo a seguito dell'intervento dei carabinieri che lo hanno denunziato insieme agli altri responsabili, per turbativa violenta del possesso di cose immobili.

In quella particolare emergenza, nella quale si sono dovuti registrare gravi episodi di violenza contro il patrimonio privato, quali l'incendio di un fienile, allagamenti di campi di fieno, uccisione di bestiame ed il lancio di una bomba a mano in una stalla, la condotta faziosa ed intemperante del predetto amministratore ha concorso, come nel passato, a mantenere ed esasperare la tensione degli animi nella popolazione con grave pregiudizio per l'ordine e la sicurezza pubblica.

In considerazione di ciò, il Prefetto, lo ha sospeso dalla carica, proponendone al Ministero la rimozione a' sensi dell'art. 149 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale.

Ritenuto che all'assessore funzionante sindaco sono applicabili gli stessi provvedimenti previsti dalla legge per il titolare della carica, si ravvisa di aderire alla proposta del Prefetto ed è stato predisposto, pertanto, l'unito schema di decreto che mi onoro di sottoporre alla firma della S. V. Ill.ma e con il quale viene congiuntamente irrogata, nei confronti del Varese, la sanzione della preclusione per il periodo di tre anni, dalle funzioni di sindaco, a' sensi dell'ottavo comma del ripetuto art. 149.

Il Ministro: SCELBA

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Considerato che la condotta del vice sindaco di Langosco (Pavia), sig. Luigi Varese, oggetto anche di denunzia all'autorità giudiziaria, ha dato luogo a manifestazioni di faziosità e di intemperanza che hanno concorso ad acuire la tensione degli animi nel Comune, con grave pregiudizio per l'ordine pubblico;

Visto il precedente decreto 13 settembre 1950 con il quale è stata ordinata la rimozione del sindaco titolare del Comune stesso, sig. Pietro Cattaneo;

Ritenuto che ricorrono gli estremi di cui all'art. 149 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale per far luogo anche alla rimozione del vice sindaco sopra nominato;

Visti il testo unico della legge comunale e provinciale 4 febbraio 1915, n. 148, ed il relativo regolamento, nonchè il decreto legislativo luogotenenziale 7 gennaio 1946, n. 1;

Sulla proposta del Ministro per l'interno;

Decreta:

L'assessore anziano, vice sindaco di Langosco (Pavia) sig. Luigi Varese, è rimosso dall'esercizio delle funzioni di sindaco che non potrà esplicare se non dopo tre anni dalla data del presente decreto.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Dogliani, addì 3 ottobre 1950

EINAUDI

SCELBA

(4610)

DECRETO MINISTERIALE 5 settembre 1950.

Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Catania.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 26 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Catania;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Catania n. 9322 in data 27 luglio 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione dell'on. Di Mauro Luigi rappresentante dei lavoratori richiesta dalla Camera del lavoro con il signor La Porta Epifanio, della stessa associazione;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

L'on. Di Mauro Luigi è sostituito con il sig. La Porta Epifanio quale rappresentante dei lavoratori nella Commissione provinciale per il collocamento di Catania.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 5 settembre 1950

Il Ministro: MARAZZA

(4690)

DECRETO MINISTERIALE 20 settembre 1950.

Sostituzione di membri nella Commissione provinciale per il collocamento di Viterbo.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 20 dicembre 1949, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Viterbo;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Viterbo n. 279/R in data 10 giugno 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione dei signori Araceli Edmondo e Marconi Vincenzo rappresentanti dei lavoratori richiesta dalle Organizzazioni sindacali interessate con i signori Mariottini Nicola e De Jacobis Spartaco delle medesime Organizzazioni sindacali;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione dei predetti;

Decreta:

Articolo unico.

I signori Araceli Edmondo e Marconi Vincenzo sono sostituiti con i signori Mariottini Nicola e De Jacobis Spartaco quali rappresentanti dei lavoratori nella Commissione provinciale per il collocamento di Viterbo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 settembre 1950

Il Ministro: MARAZZA

(4694)

DECRETO MINISTERIALE 20 settembre 1950.
Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Torino.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 23 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Torino;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio regionale del lavoro di Torino n. 6153 in data 3 luglio 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del signor Giuliani Enzo rappresentante dei lavoratori richiesta dalla Organizzazione sindacale interessata con il signor Mazzoni Gino della medesima Organizzazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il signor Giuliani Enzo è sostituito con il signor Mazzoni Gino quale rappresentante dei lavoratori nella Commissione provinciale per il collocamento di Torino.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 settembre 1950

Il Ministro: MARAZZA

(4693)

DECRETO MINISTERIALE 30 settembre 1950.
Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Genova.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 23 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale di collocamento di Genova;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio regionale del lavoro di Genova n. 15789 in data 16 agosto 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Pigna Bruno, rappresentante dei lavoratori, richiesta dall'Associazione sindacale interessata, con il sig. Zanotti Aldo della medesima Associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il signor Pigna Bruno è sostituito con il sig. Zanotti Aldo quale rappresentante dei lavoratori nella Commissione provinciale per il collocamento di Genova.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 settembre 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(4696)

DECRETO MINISTERIALE 20 settembre 1950.
Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Lucca.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 17 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale per il collocamento di Lucca;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Lucca n. 9602 in data 12 luglio 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Feudatari Armando rappresentante dei datori di lavoro richiesta dall'Associazione sindacale interessata con il sig. Billi Augusto della medesima Associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il signor Feudatari Armando è sostituito con il signor Billi Augusto quale rappresentante dei datori di lavoro nella Commissione provinciale per il collocamento di Lucca.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 settembre 1950

Il Ministro: MARAZZA

(4695)

DECRETO MINISTERIALE 30 settembre 1950.
Sostituzione di un membro nella Commissione provinciale per il collocamento di Siena.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 17 gennaio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale di collocamento di Siena;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Siena n. 8914 in data 27 luglio 1950 con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Porciani Alfredo rappresentante dei coltivatori diretti, richiesta dall'Associazione sindacale interessata con il sig. Burrini Giuseppe della medesima Associazione sindacale;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione del predetto;

Decreta:

Articolo unico.

Il sig. Porciani Alfredo è sostituito con il sig. Burrini Giuseppe quale rappresentante dei coltivatori diretti nella Commissione provinciale per il collocamento di Siena.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 settembre 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(4697)

DECRETO MINISTERIALE 30 settembre 1950.

Sostituzione di membri nella Commissione provinciale per il collocamento di Ascoli Piceno.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto Ministeriale 6 febbraio 1950, con il quale è stata costituita la Commissione provinciale di collocamento di Ascoli Piceno;

Vista la nota del direttore dell'Ufficio provinciale del lavoro di Ascoli Piceno n. 17595 in data 21 agosto 1950, con la quale viene prospettata la necessità della sostituzione del sig. Peroni Giuseppe rappresentante dei lavoratori e quella dell'ing. Tomassini Giuseppe rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura rispettivamente con il sig. Amadio Giovanni della medesima Associazione sindacale e con il rag. Catalani Gino, della stessa Camera di commercio, industria e agricoltura;

Ritenuta pertanto l'opportunità di provvedere alla sostituzione dei predetti;

Decreta:

Articolo unico.

Il signor Peroni Giuseppe è sostituito con il signor Amadio Giovanni quale rappresentante dei lavoratori e l'ing. Tomassini Giuseppe è sostituito con il rag. Catalani Gino, rappresentante della Camera di commercio, industria e agricoltura nella Commissione provinciale per il collocamento di Ascoli Piceno.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 30 settembre 1950

p. *Il Ministro*: RUBINACCI

(4698)

DECRETO MINISTERIALE 20 ottobre 1950.

Condizioni dell'incorporazione del Monte di credito su pegno di Correggio, con sede in Correggio (Reggio Emilia), nella Cassa di risparmio di Reggio Emilia, con sede in Reggio Emilia.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto in data 28 giugno 1950 del Presidente della Repubblica con il quale è stata disposta l'incorporazione del Monte di credito su pegno di Correggio, nella Cassa di risparmio di Reggio Emilia;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

La incorporazione del Monte di credito su pegno di Correggio, con sede in Corregio (Reggio Emilia), nella Cassa di risparmio di Reggio Emilia, con sede in Reggio Emilia, disposta con decreto in data 28 giugno 1950 del Presidente della Repubblica, avrà luogo alle seguenti condizioni:

a) assunzione da parte della Cassa di risparmio di Reggio Emilia di tutte le attività e passività del Monte di credito su pegno di Correggio, nonchè di tutti i diritti, azioni e ragioni di qualsiasi genere e natura, e di quant'altro di spettanza del Monte e di ogni obbligazione passiva, nessuna esclusa od eccettuata;

b) incameramento da parte della Cassa del patrimonio netto del Monte, patrimonio che, essendo stato disposto dalla carità dei benefattori, non potrà essere alienato o comunque disperso, costituendo esso la garanzia che non verranno mai a mancare i mezzi con i quali provvedere ai bisogni del pegno, così come vollero i benefattori medesimi;

c) impegno da parte della Cassa di assicurare in Correggio il servizio della pegnorazione, da disimpegnarsi negli uffici della propria filiale;

d) impegno da parte della Cassa di destinare a favore delle opere assistenziali del comune di Correggio, una quota degli utili annuali disponibili per la beneficenza, in misura proporzionale al patrimonio netto apportato dal Monte, ai sensi dell'art. 14 del regio decreto 25 maggio 1939, n. 1279.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4661)

DECRETO MINISTERIALE 20 ottobre 1950.

Sostituzione del liquidatore della Cassa rurale ed artigiana « San Rocco » di Gerocarne (Catanzaro).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle casse rurali ed artigiane, approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933, e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato del 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il proprio decreto in data 15 gennaio 1948, con il quale ai sensi dell'art. 85-*bis* del citato regio decreto-legge n. 375, l'avv. Francesco Romano venne nominato liquidatore della Cassa rurale ed artigiana « San Rocco » di Gerocarne (Catanzaro);

Considerato che il predetto liquidatore ha rassegnato le dimissioni e che occorre procedere alla di lui sostituzione;

Decreta:

L'avv. Michele Basile fu Domenico Antonio è nominato liquidatore della Cassa rurale ed artigiana « San Rocco » di Gerocarne (Catanzaro) in sostituzione dell'avv. Francesco Romano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4665)

DECRETO MINISTERIALE 20 ottobre 1950.

Approvazione del nuovo statuto del Monte di credito su pegno di Salerno, ente morale con sede in Salerno.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, 10 giugno 1940, n. 933 e 3 dicembre 1942, n. 1752;

Visti la legge 10 maggio 1938, n. 745, ed il regio decreto 25 maggio 1939, n. 1279;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691;

Vista la deliberazione in data 27 marzo 1950 del Consiglio di amministrazione del Monte di credito su pegno di Salerno;

Sentito il Comitato interministeriale per il Credito ed il risparmio;

Decreta:

E' approvato lo statuto del Monte di credito su pegno di Salerno, ente morale con sede in Salerno, allegato al presente decreto, composto di n. 42 articoli, e debitamente vistato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4682)

DECRETO MINISTERIALE 25 ottobre 1950.

Sostituzione di un componente della Deputazione della Borsa valori di Milano per l'anno 1950.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il decreto Ministeriale 31 dicembre 1949, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 9 del 12 gennaio 1950, con il quale è stata costituita, fra le altre, la Deputazione della Borsa valori di Milano, per l'anno 1950;

Vista la deliberazione 29 settembre 1950, con la quale la Camera di commercio di Milano, in sostituzione del signor Roberto Pullè, membro effettivo della locale Deputazione di borsa, in rappresentanza della stessa Camera, deceduto il 6 luglio 1950, designa il signor Tremolada ing. Giov. Maria, membro supplente per il 1950, ed al posto del Tremolada l'agente di cambio signor Guido Ganna;

Ritenuta l'opportunità di provvedere alla integrazione dei componenti della Deputazione di borsa di Milano, come sopra indicato;

Decreta:

I signori Tremolada ing. Giovanni Maria e Guido Ganna sono nominati, rispettivamente, membro effettivo, in sostituzione di Roberto Pullè deceduto, e membro supplente della Deputazione della Borsa valori di Milano, per l'anno 1950.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 25 ottobre 1950

Il Ministro: PELLA

(4667)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione del progetto di una zona precedentemente stralciata dal piano di ricostruzione di Terni

Con decreto Ministeriale 30 ottobre 1950, n. 3111, previa decisione sulle opposizioni presentate, è stato approvato, con la modifica di cui alle premesse del decreto medesimo, il progetto della zona già stralciata, per nuovo studio, con decreto Ministeriale 24 marzo 1949, n. 692, dal piano di ricostruzione di Terni, vistato in due planimetrie in scala 1:1000.

Per l'esecuzione di detto progetto resta fermo il termine stabilito per l'attuazione del piano originario.

(4737)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

Scambio di Note fra l'Italia e la Francia in materia di denominazioni di origine

Nella riunione del 22 marzo 1950, tenutasi a Parigi dalla Commissione mista italo-francese, prevista dagli Accordi firmati a Roma il 29 maggio 1948 e resi esecutivi con legge 18 luglio 1949, n. 766, fra il presidente della Delegazione italiana ed il presidente della Delegazione francese ha avuto luogo lo scambio delle seguenti Note:

Paris, le 13 mars 1950

Monsieur le président,

Me référant à l'article 4 de l'Accord du 29 mai 1948 sur la protection des Appellations d'origine, j'ai l'honneur de vous proposer que l'Annexe *A* paragraphe 1 « Liste des appellations d'origine italiennes qui seront protégées en France » soit modifiée comme suit:

Vini

Piemonte

Moscato d'Asti (à supprimer « e di Canelli » o « Asti »)

Freisa d'Asti (à ajouter)

Asti spumanti o « Asti »

Diversi

Venezia (vetri e vetrerie)

Le président de la Délégation italienne
PENNETTA

Monsieur le Président de la Délégation française. — PARIS

Paris, le 14 mars 1950

Monsieur le président,

Vous référant à l'article 4 de l'Accord du 29 mai 1948 sur la protection des Appellations d'origine, vous avez bien voulu me proposer que l'Annexe *A* paragraphe 1 « Liste des appellations d'origine italiennes qui seront protégées en France » soit modifiée comme suit:

Vini

Piemonte

Moscato d'Asti (à supprimer « e di Canelli » o « Asti »)

Freisa d'Asti (à ajouter)

Asti spumanti o « Asti »

Diversi

Venezia (vetri e vetrerie)

J'ai l'honneur de prendre acte de cette communication et de vous confirmer l'accord du Gouvernement français sur les modifications demandées ci-dessus.

Veuillez agréer, Monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

Le président de la Délégation française
PANAFIEU

Monsieur le Président de la Délégation italienne. — PARIS

(4669)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL DEBITO PUBBLICO

Rettifiche d'intestazione di titoli di rendita nominativa

(3ª *pubblicazione*). Elenco n. 3

Si dichiara che le rendite seguenti, per errore occorso nelle indicazioni date dai richiedenti all'Amministrazione del debito pubblico, vennero intestate e vincolate come alla colonna 4, mentre dovevano intestarsi e vincolarsi come alla colonna 5, essendo quelle ivi risultanti le vere indicazioni dei titolari delle rendite stesse:

Debito 1	Numero d'iscrizione 2	Ammontare della rendita annua 3	INTESTAZIONE DA RETTIFICARE 4	TENORE DELLA RETTIFICA 5
Cons. 3,50 % (1906)	361592	700 —	Pelissetti *Evelina* fu Carlo, moglie di Mussi *Alessandro* fu Delfino, dom. in Villafranca d'Asti (Alessandria), con vincolo dotale.	Pelissetti *Genoveffa Carolina Francesca Silvia Evelina Melania* fu Carlo, moglie di Mussi *Vincenzo Lucio Gaetano Alessandro Luigi* fu Delfino, ecc., come contro.
Rend. 5 %	220704	1.360 —	Siniscalchi *Guido* fu Ottaviano, minore sotto la patria potestà della madre Manfredi Emilia fu Vitaniello ved. Siniscalchi.	Siniscalchi *Guerino Antonio* fu Ottaviano, ecc., come contro.
B. T. Q. 5 % (1950)	4129	Cap. nom. 70.000 —	Gallina *Elena* fu Luigi, minore sotto la patria potestà della madre Poggi Ines fu Ettore vedova Gallina.	Gallina *Steffanina Elena*, ecc., come contro.
Id.	4262	46.666 —	Come sopra.	Come sopra.
B. T. N. 5 % (1950) Serie 26ª	769	1.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 22ª	875	5.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 24ª	212	10.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 23ª	239	15.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id.	238	25.000 —	Come sopra.	Come sopra.
Id. Serie 31ª	763	50.000 —	Come sopra.	Come sopra.

A termini dell'art. 167 del regolamento generale del Debito pubblico, approvato con regio decreto 19 febbraio 1911, n. 298, si diffida chiunque possa avervi interesse che, trascorso un mese dalla data della prima pubblicazione di questo avviso, ove non siano state notificate opposizioni a questa Direzione generale, le intestazioni suddette saranno come sopra rettificate.

Roma, addì 6 ottobre 1950

Il direttore generale: DE LIGUORO

(4348)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DELLA CASSA DEPOSITI E PRESTITI

Bollettino della 13ª estrazione di cartelle 4,50 % ordinarie emesse in dipendenza del decreto-legge 5 novembre 1937, n. 1900.

Si notifica che nelle operazioni eseguite nell'ottobre 1950 sono state estratte le sotto indicate cartelle ordinarie 4,50 % di Credito comunale e provinciale:

UNITARIE:

776 - 777 - 778 - 921 - 922 - 923 - 924 - 925 - 1711 - 1712 - 1713 - 1714 - 1715 - 1721 - 1722 - 1723 - 1724 - 1725 - 2241 - 2242 - 2243 - 2244 - 2245 - 2381 - 2382 - 2791 - 2792 - 2793 - 2794 - 2795 - 3211 - 3212 - 3213 - 3214 - 3215.

QUINTUPLE:

306 - 307 - 936 - 937 - 938 - 939 - 940 - 1001 - 1002 - 1003 - 1004 - 1005 - 1351 - 1352 - 1353 - 1354 - 1355 - 2256 - 2257 - 2258 - 2259 - 2260 - 2462 - 2463 - 2464 - 2465 - 2466 - 3512 - 3513 - 3514 - 3515.

DECUPLE:

223 - 544 - 545 - 546 - 1102 - 1103 - 1104 - 1162 - 1163 - 1164 - 1177 - 1178 - 1179 - 1609 - 1610 - 1611 - 2103 - 2104 - 2105 - 2241 - 2242 - 2243 - 2823 - 2824 - 2825 - 2871 - 2872 - 3213 - 3214 - 3215 - 3435 - 3436.

VENTUPLE:

423 - 424 - 439 - 440 - 537 - 538 - 807 - 808 - 921 - 922 - 1101 - 1102 - 1119 - 1120 - 1473 - 1474 - 2011 - 2012 - 2157 - 2158 - 2325 - 2457 - 2458 - 2553 - 2554 - 2909 - 2910 - 3407 - 3408 - 3639.

CINQUANTUPLE:

3 - 66 - 154 - 220 - 369 - 596 - 686 - 845 - 869 - 911 - 1066 - 1185 - 1412 - 1441 - 1486 - 1691 - 1849 - 1863 - 2036 - 2261 - 2289 - 2506 - 2786 - 2793 - 2801 - 2965 - 3017 - 3113 - 3146 - 3231.

Le cartelle sopra indicate cessano di fruttare interesse col 31 dicembre 1950.

Il rimborso del capitale avrà luogo a cominciare dal 1° gennaio 1951 in seguito a domanda dei rispettivi possessori e dietro presentazione dei titoli al portatore, o dei certificati nominativi comprendenti le cartelle estratte.

Se il capitale complessivo dei titoli da rimborsare non supera le L. 50.000, la domanda sarà stesa su carta semplice; qualora invece superi detta somma dovrà essere stesa su carta bollata da L. 24.

Le domande di rimborso potranno essere presentate, o direttamente a questa Direzione generale in via Goito n. 4, se i richiedenti risiedono nella provincia di Roma, o a mezzo delle Intendenze di finanza Uffici provinciali del tesoro, se risiedono nelle altre Provincie.

I mandati di rimborso saranno esigibili presso le Sezioni di tesoreria provinciale.

Roma, addì 3 novembre 1950

Il direttore generale: BONANNI

(4710)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - DIVISIONE X PORTAFOGLIO

N. 201

CAMBI VALUTARI (Esportazione)

Cambi di chiusura del 7 novembre 1950

	Dollaro	Franco svizzero
Borsa di Bologna	624,82	143 —
» Firenze	624,86	142,80
» Genova	624,80	142,85
» Milano	624,83	142,85
» Napoli	624,60	142,85
» Palermo	624,80	143,15
» Roma	624,81	142,85
» Torino	624,82	143 —
» Trieste	624,83	142,85
» Venezia	624,82	143,05

Media dei titoli del 7 novembre 1950

Rendita 3,50 % 1906	75,80
Id. 3,50 % 1902	74 —
Id. 3 % lordo	47 —
Id. 5 % 1935	100,50
Redimibile 3,50 % 1934	76,625
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (con tagliando)	74,875
Id. 3,50 % (Ricostruzione) (ex tagliando)	73,10
Id. 5 % (Ricostruzione)	94,725
Id. 5 % 1936	94,50
Buoni del Tesoro 5 % (15 aprile 1951)	100,10
Id. 4 % (15 settembre 1951)	99 —
Id. 5 % convertiti 1951	100,225
Id. 5 % (scadenza 1959)	97,85

Il contabile del Portafoglio dello Stato
DI CRISTINA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Contrattazione cambi

Quotazioni medie ai sensi del decreto-legge 19 settembre 1949, n. 632, valide per il giorno 7 novembre 1950:

1 dollaro U.S.A.	L. 624,82
1 franco svizzero	» 142,85

Cambi di compensazione vigenti

(Valevoli ai sensi degli accordi esistenti con i singoli Paesi)

Belgio	L. 12,71	per franco belga
Danimarca	» 90,46	» corona danese
Francia	» 1,81	» franco francese
Germania	» 148,77	» reichmark
Norvegia (c/nuovo)	» 87,38	» corona norvegese
Olanda	» 164,41	» fiorino olandese
Svezia (c/speciale)	» 120,62	» corona svedese
Svizzera (c/ spese portuali transito, trasferimenti vari e c/ compensazione extra compensazione)	» 142,90	» franco svizzero

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Concorso per esami a diciotto posti di veterinario provinciale aggiunto di 2ª classe in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Visto il regio decreto 11 novembre 1923, n. 2395, sull'ordinamento gerarchico delle Amministrazioni dello Stato e successive variazioni;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili delle Amministrazioni dello Stato e successive modificazioni;

Visto il regolamento per il personale dell'Amministrazione della sanità pubblica, approvato con regio decreto 25 giugno 1914, n. 702, modificato con regio decreto 30 ottobre 1924, n. 2042;

Visto il regio decreto-legge 20 gennaio 1941, n. 95, che approva i nuovi ruoli organici dell'Amministrazione della sanità pubblica;

Visto il decreto legislativo 8 maggio 1948, n. 1204, contenente modificazioni ai ruoli tecnici dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 4 ottobre 1949, n. 695, contenente norme relative ai servizi ed ai ruoli dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, concernente provvidenze a favore degli invalidi di guerra, e successive estensioni;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375, concernente la riforma sulla assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra;

Visto il regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, recante provvedimenti a favore degli orfani di guerra;

Visto il regio decreto 8 aprile 1939, n. 2241, concernente la riserva di un terzo dei posti agli aiuti ed assistenti universitari;

Visti la legge 25 settembre 1940, n. 1458, il regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868, ed il decreto legislativo luogotenenziale 11 agosto 1945, n. 467, i quali estendono agli invalidi, agli orfani ed ai reduci della guerra 1940-43, nonchè agli invalidi, ai reduci ed agli orfani di caduti per la lotta di liberazione nazionale, le provvidenze già in vigore a riguardo degli invalidi, orfani ed ex combattenti delle altre guerre;

Visto il regio decreto 6 gennaio 1942, n. 27, recante provvidenze a favore dei chiamati alle armi durante il periodo della guerra 1940-1943;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 141, dettante norme sullo svolgimento dei concorsi;

Visto il regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, relativo alla graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici impieghi;

Visto il regio decreto-legge 23 marzo 1933, n. 227, concernente l'ammissione ai concorsi senza limiti di età degli impiegati civili statali di ruolo;

Visti il regio decreto-legge 5 settembre 1938, n. 1514, ed il regio decreto 29 giugno 1939, n. 898, che disciplinano l'ammissione di personale femminile agli impieghi;

Visti il regio decreto legislativo 25 maggio 1946, n. 435, ed il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato, 4 aprile 1947, n. 207 (art. 8), riguardanti l'esenzione dal possesso del requisito del limite massimo di età per l'ammissione del personale statale non di ruolo ai pubblici concorsi, nonchè altre provvidenze a favore dello stesso personale;

Visto il regio decreto-legge 21 agosto 1937, n. 1542, concernente provvedimenti per l'incremento demografico, convertito, con modificazioni, nella legge 3 gennaio 1939, n. 1;

Visto l'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25, riguardante il computo dei limiti di età nei confronti dei concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali;

Vista la legge 3 maggio 1950, n. 223, contenente norme per la temporanea elevazione del limite massimo di età per i pubblici concorsi;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 24 febbraio 1947, n. 60, con il quale vengono stabilite alcune agevolazioni per la documentazione da fornirsi ai pubblici uffici da parte di coloro che abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine e non abbiano potuto farvi ritorno;

Visto il decreto del Ministro per il tesoro del 21 novembre 1945, contenente la determinazione degli assegni mensili per il personale in prova;

Vista l'autorizzazione della Presidenza del Consiglio dei Ministri n. 60208/12196.2.2.7.3/1.3.1. in data 4 marzo 1946;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 luglio 1945, n. 417, che ha istituito l'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 31 luglio 1945, n. 446, concernente l'ordinamento e le attribuzioni dell'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a diciotto posti di veterinario provinciale aggiunto di 2ª classe in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica.

Un terzo dei posti suddetti è riservato agli aiuti ed assistenti universitari ai sensi del regio decreto 8 aprile 1939, n. 2241.

Non possono partecipare al concorso coloro i quali abbiano già preso parte a due precedenti concorsi per la nomina a veterinario provinciale aggiunto in prova nell'Amministrazione della sanità pubblica, senza conseguirvi l'idoneità.

In ogni caso l'ammissione al concorso può essere negata con decreto dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso è richiesto il diploma di laurea in medicina veterinaria e, per coloro che abbiano conseguito detto titolo dopo il novembre 1926, anche il diploma di abilitazione all'esercizio professionale e il certificato di abilitazione provvisoria.

Art. 3.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta da bollo da L. 32, dovranno essere presentate o dovranno pervenire alla Prefettura della Provincia di residenza o, per la Sicilia, al competente Ufficio provinciale della sanità pubblica entro il termine perentorio di giorni sessanta da quello successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale*.

Il personale non di ruolo e gli impiegati di ruolo di altre Amministrazioni dello Stato, aventi titolo a partecipare al concorso, faranno pervenire alla Prefettura o all'Ufficio anzidetto le domande nel termine fissato a mezzo degli uffici presso i quali prestano servizio.

Le Prefetture e gli Uffici provinciali di sanità pubblica della Sicilia, provvederanno a trasmettere tempestivamente all'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica le domande man mano che le avranno ricevute, con la indicazione del giorno dell'arrivo o della presentazione.

Le domande, firmate dagli aspiranti, dovranno contenere la precisa indicazione del domicilio o del recapito dei candidati, la dichiarazione di essere disposti a raggiungere, in caso di nomina, qualsiasi residenza, nonchè la elencazione dei documenti e dei titoli allegati.

Nella domanda l'aspirante dovrà, altresì, indicare la lingua estera (francese, inglese o tedesca) nella quale intende sottoporsi alla prova.

Art. 4.

A corredo della domanda gli aspiranti dovranno produrre i seguenti documenti redatti sulla prescritta carta bollata e debitamente legalizzati:

A) estratto dell'atto di nascita da cui risulti che l'aspirante alla data del presente decreto, non abbia oltrepassato il 35° anno di età.

Detto limite di età è elevato:

1) di cinque anni per coloro che abbiano partecipato nei reparti mobilitati delle Forze armate dello Stato alle operazioni militari nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936, nonchè per i cittadini che abbiano partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero nella qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-1943 o della guerra di liberazione; ed infine per i partigiani combattenti, per i reduci dalla prigionia, per i cittadini deportati dal nemico, per i profughi dell'Africa italiana e dei territori di confine;

2) a 45 anni, per coloro che rivestano la qualità di mutilati o di invalidi di guerra e della lotta di liberazione, nonchè per i mutilati o invalidi civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, nonchè per coloro che siano stati decorati al valore militare e che abbiano conseguito promozioni per merito di guerra.

Sono esclusi dai benefici di cui ai numeri 1) e 2) coloro che abbiano riportato condanne per delitti commessi sotto le armi, anche se successivamente amnistiati;

3) a 44 anni per i capi di famiglia numerosa (di almeno sette figli);

4) i limiti di età sono inoltre elevati:

a) di due anni per coloro che siano coniugati alla data di scadenza del termine per la presentazione della domanda di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella della lettera *b*), ed entrambe con quelle previste dalle disposizioni che precedono purchè complessivamente non si superino i 45 anni;

5) a norma del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 dicembre 1947, n. 1488, il limite di età è elevato a 45 anni per coloro che comprovino di aver riportato, per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia, ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale.

Quest'ultimo beneficio assorbe ogni altra elevazione dei limiti di età eventualmente spettante.

Per i concorrenti già colpiti dalle abrogate leggi razziali non viene computato agli effetti dei limiti di età il periodo indicato nell'art. 5 del regio decreto 20 gennaio 1944, n. 25.

Non si applica nessun limite di età nei riguardi degli aspiranti che, alla data del presente decreto, siano impiegati civili di ruolo nelle Amministrazioni dello Stato e degli aspiranti che appartengono al personale civile non di ruolo, comunque denominato, dipendente dalle Amministrazioni stesse con almeno cinque anni di lodevole servizio;

B) certificato di cittadinanza italiana. Ai fini del presente decreto sono equiparati ai cittadini dello Stato gli italiani non residenti nel territorio nazionale e coloro per i quali tale equiparazione sia riconosciuta in virtù di decreto del Capo dello Stato;

C) certificato dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero non è incorso in alcuna delle cause che, a termini delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso;

D) certificato generale del casellario giudiziale;

E) certificato di buona condotta, morale e civile, da rilasciarsi dal sindaco del Comune ove l'aspirante risiede almeno da un anno e, in caso di residenza per un tempo minore, altro certificato del sindaco o dei sindaci dei Comuni, ove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno;

F) certificato medico rilasciato da un medico provinciale o militare, ovvero dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, dal quale risulti che l'aspirante è di sana e robusta costituzione fisica.

Nel caso che l'aspirante abbia qualsiasi imperfezione, questa deve risultare specificatamente menzionata, con dichiarazione che essa non menoma l'attitudine fisica all'impiego per il quale concorre.

L'Amministrazione può sottoporre i candidati alla visita di un sanitario di fiducia.

I candidati invalidi di guerra dovranno presentare il certificato da rilasciare dall'autorità sanitaria ai sensi dell'articolo 14, n. 3, e dell'art. 15 del regolamento per l'applicazione della legge 21 agosto 1921, n. 1312, approvato con regio decreto 29 gennaio 1922, n. 92, avvertendo che da tale certificato deve risultare, oltre la natura ed il grado della invalidità, anche l'apprezzamento se le condizioni fisiche dell'invalido lo rendano idoneo alle funzioni del posto cui aspira;

G) copia dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) o copia del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa) o certificato di esito di leva o d'iscrizione nelle liste di leva.

I candidati che abbiano partecipato ad operazioni di guerra dovranno presentare, inoltre, la prescritta dichiarazione integrativa rilasciata dalle competenti autorità militari.

Analogo documento dovranno presentare i militarizzati ed assimilati che presero parte ad operazioni della guerra 1940-1943.

I mutilati od invalidi di guerra dovranno comprovare tale loro qualità mediante certificato mod. 69 rilasciato dal Ministero del tesoro (Direzione generale delle pensioni di guerra), oppure mediante una attestazione rilasciata dalla competente rappresentanza provinciale degli invalidi di guerra, vidimata dalla sede centrale dell'Opera stessa, in cui siano indicati anche i documenti in base ai quali è stata riconosciuta la qualità di invalido ai fini della inscrizione nei ruoli provinciali di cui all'art. 3 della legge 21 agosto 1921, n. 1312.

Gli orfani di guerra ed i figli degli invalidi per lo stesso motivo dovranno dimostrare tale qualità, i primi mediante

certificato del competente comitato dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza degli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto, gli altri mediante esibizione di uno dei documenti di cui al precedente comma, intestato al nome del padre.

Gli orfani dei caduti civili per fatti di guerra ed i figli dei mutilati ed invalidi per lo stesso motivo dovranno dimostrare tale loro qualità mediante idonea documentazione.

I partigiani combattenti, i mutilati o invalidi per la guerra di liberazione, nonchè gli orfani dei caduti ed i figli degli invalidi per lo stesso motivo, dovranno esibire l'originale o copia autentica del certificato rilasciato dalle Commissioni competenti, istituite a norma del decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518.

Coloro che, alla scadenza del termine fissato per la presentazione dei documenti, non fossero ancora in possesso del predetto certificato, potranno, se partigiani combattenti, esibire provvisoriamente una attestazione dell'Associazione nazionale partigiani d'Italia, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 26 marzo 1946, n. 138, e, in ogni altro caso, comprovare di aver presentato domanda per il riconoscimento della qualifica cui aspirano.

I reduci dalla deportazione, ai quali sono estese le provvidenze a favore dei combattenti e dei partigiani combattenti, dovranno comprovare la loro qualità mediante una attestazione del prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8, secondo comma, del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

H) titolo originale di studio o copia notarile di esso debitamente legalizzata, nonchè un certificato rilasciato dalla competente autorità scolastica, da cui *risultino i voti conseguiti* nelle singole materie di esami del corso ed il voto riportato nell'esame di laurea, oltre agli altri eventuali titoli accademici e attestazioni relative a corsi facoltativi, accompagnati pure dal certificato dei punti conseguiti nell'esame finale e nelle singole materie del corso;

I) copia dello stato di servizio civile, rilasciata ed autenticata dai superiori gerarchici, con l'indicazione delle qualifiche riportate nell'ultimo quinquennio.

Tale documento dovrà essere presentato dai candidati che siano impiegati di ruolo di una Amministrazione dello Stato;

L) certificato rilasciato dal competente ufficio da cui risultino gli estremi della assunzione in servizio non di ruolo, nonchè la data d'inizio, la durata e la natura del servizio stesso.

Tale documento dovrà essere prodotto dagli aspiranti che appartengono al personale civile non di ruolo, comunque denominato, dipendente dalle Amministrazioni dello Stato, anche ad ordinamento autonomo, o dal personale salariato di ruolo e non di ruolo dipendente dalle Amministrazioni stesse, i quali aspirano alla esenzione dal limite massimo di età;

M) stato di famiglia da prodursi soltanto dai coniugati con o senza prole e dai vedovi con prole;

N) fotografia recente del candidato con la sua firma autenticata dal sindaco o da un notaio, a meno che il concorrente dichiari nella domanda di essere provvisto di libretto ferroviario o di altro documento munito di firma e fotografia, rilasciato da pubblica amministrazione.

La legalizzazione delle firme non è necessaria per i certificati rilasciati dal comune di Roma, dal cancelliere del Tribunale di Roma o dal segretario della Procura di Roma.

Art. 5.

Oltre ai documenti indicati nel precedente art. 4, gli aspiranti hanno facoltà di produrre qualsiasi altro titolo, diploma, attestato ufficiale di conoscenza di lingue estere o anche pubblicazioni, che essi possono ritenere di vantaggio agli effetti del concorso, come pure certificati dei risultati di concorsi precedentemente sostenuti presso questa o altre pubbliche Amministrazioni ed attestazioni di servizi prestati presso enti pubblici.

Art. 6.

I documenti di cui alle lettere *B*), *C*), *D*), *E*), *F*), *G*), *I*), del precedente art. 4 debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella del presente decreto.

I candidati che dimostrano di essere impiegati di ruolo in servizio civile presso una Amministrazione statale, possono limitarsi a produrre i documenti di cui alle lettere *G*), *H*), *I*), *M*), di cui all'art. 4.

Art. 7.

I requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti prima della scadenza del termine utile per la presentazione delle domande ad eccezione del requisito dell'età di cui gli aspiranti debbono essere provvisti alla data del bando di concorso, salvo quanto è previsto dall'art. 4, lettera *A*), per gli aspiranti coniugati.

Art. 8.

Scaduto il termine di chiusura del concorso, non è ammessa alcuna regolarizzazione di documenti.

Non è consentito fare riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni dello Stato, salvo per i titoli originali di studio, per i quali si deve, in ogni caso, produrre un certificato, rilasciato dall'Amministrazione presso la quale i titoli stessi si trovano, con la indicazione precisa di essi.

Art. 9.

Gli esami constano di prove scritte, prove pratiche e di una prova orale, secondo il programma particolareggiato annesso al presente decreto.

Essi avranno luogo a Roma nei giorni e nei locali che saranno comunicati agli ammessi al concorso a cura dell'Amministrazione.

Art. 10.

Le prove scritte sono tre e riguardano:

1) l'etiologia, la sintomatologia, il reparto anatomopatologico e la profilassi delle principali malattie infettive del bestiame;

2) l'igiene e la zootecnica;

3) una traduzione dall'italiano in una delle lingue francese o tedesco o inglese, a scelta del concorrente. Per tale prova è ammesso l'uso del vocabolario.

Le prove pratiche sono tre e riguardano:

1) esame di un animale nei riguardi dell'età, della razza, dell'attitudine;

2) prova clinica su di un animale con riferimento alle malattie infettive ed infestive;

3) diagnosi anatomo-patologica e batteriologica delle principali malattie infettive ed infestive.

Esame macroscopico e microscopico del latte, delle carni e del pesce.

Art. 11.

Il giudizio sugli esami è dato da una Commissione composta:

a) di un presidente di sezione o di un consigliere di Stato Presidente;

b) di un membro veterinario del Consiglio superiore di sanità;

c) di un ispettore generale veterinario appartenente ai ruoli del personale dell'Amministrazione della sanità pubblica;

d) di due professori di Facoltà di medicina veterinaria.

Per la prova di lingua estera la Commissione esaminatrice si aggrega un insegnante autorizzato per ciascuna delle lingue in cui i concorrenti si siano dichiarati pronti ad essere esaminati.

In caso di impedimento di qualcuno della Commissione esaminatrice, il commissario impedito viene definitivamente surrogato da un altro, scelto nella stessa categoria alla quale l'impedito appartiene. Un funzionario amministrativo di grado non inferiore al 9°, comandato in servizio presso l'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica, esercita le funzioni di segretario della Commissione.

Art. 12.

Per lo svolgimento delle prove di esami si osservano le disposizioni contenute nel regio decreto 30 dicembre 1923, numero 2960, sullo stato giuridico degli impiegati civili, e nel regolamento per il personale dell'Amministrazione della sanità pubblica, approvato con regio decreto 25 giugno 1914, n. 702, modificato con regio decreto 30 ottobre 1924, n. 2042.

Art. 13.

E' in facoltà di ciascun concorrente di dichiarare, nel testo della domanda di ammissione al concorso, di essere pronto a sostenere la prova scritta ed orale anche sopra altre lingue estere, in aggiunta a quella di obbligo. In tale caso la Commissione provvede a sottoporre il concorrente ai relativi esperimenti di esame e, se questi abbiano esito favorevole, aggiungerà un numero di punti complessivi non superiore a 5 per la lingua o le lingue che, oltre a quella d'obbligo, il concorrente abbia dimostrato di conoscere in modo da poter parlare e scrivere correntemente.

Art. 14.

Non sono ammessi alla prova orale i concorrenti che non abbiano ottenuto i sette decimi dei punti nel complesso delle prove scritte e pratiche purchè in nessuna di queste abbiano conseguito meno di sei decimi.

Non potranno, in nessun caso, essere dichiarati vincitori del concorso i concorrenti che non abbiano conseguito almeno la votazione di sette decimi nella prova orale e nell'esperimento orale sulla lingua estera di obbligo.

Art. 15.

La Commissione compilerà la graduatoria di coloro i quali avranno superato le prove di esame secondo l'ordine della votazione complessiva.

A parità di punti si osserveranno le norme di cui al regio decreto-legge 5 luglio 1934, n. 1176, che approva la graduatoria dei titoli di preferenza per l'ammissione ai pubblici concorsi, con le successive estensioni e modifiche.

Art. 16.

La graduatoria del concorso sarà approvata con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri da pubblicarsi nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e nel bollettino ufficiale della Presidenza del Consiglio dei Ministri.

Sugli eventuali reclami, da presentarsi da parte degli interessati non oltre il termine di giorni quindici dalla pubblicazione della graduatoria nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, decide, in via definitiva, l'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica, sentita la Commissione giudicatrice.

I concorrenti dichiarati idonei, che eccedono il numero dei posti messi a concorso, non acquistano alcun diritto a coprire i posti che si rendessero successivamente vacanti.

Tuttavia i posti spettanti a coloro che dichiareranno di rinunziare alla nomina o non si presenteranno ad assumere servizio nel termine di legge potranno essere attribuiti ai candidati del presente concorso dichiarati idonei con maggior numero di voti, dopo quelli compresi nella classifica dei vincitori.

Art. 17.

I vincitori del concorso, compresi coloro che abbiano prestato servizio di ruolo o non di ruolo nell'Amministrazione dello Stato, presteranno servizio di prova per il periodo di almeno sei mesi, trascorso il quale saranno sottoposti, dal Consiglio di amministrazione, a scrutinio di merito per la conferma in servizio. L'ordine definitivo di collocamento in ruolo sarà determinato dalla graduatoria formata dal Consiglio medesimo ed approvata dall'Alto Commissario.

Il personale in prova che, a giudizio insindacabile del Consiglio di amministrazione, non sia riconosciuto idoneo, è licenziato senza diritto ad indennità alcuna.

Art. 18.

A coloro che conseguiranno la nomina a veterinario provinciale aggiunto di 2ª classe in prova, saranno corrisposti gli assegni mensili previsti dalle vigenti disposizioni.

Quelli che provengono da altri ruolo di personale statale conserveranno il trattamento stabilito dall'ultimo comma dell'art. 1 del regio decreto 10 gennaio 1926, n. 46.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 luglio 1950

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
L'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica
COTELLESSA

Registrato alla Corte dei conti, addì 27 settembre 1950
Registro Presidenza n. 40, foglio n. 153. — FERRARI

PROGRAMMA DEGLI ESAMI DI CONCORSO

A) *Prove scritte.*

1. Etiologia, sintomatologia, reperto anatomo-patologico, diagnosi e profilassi delle seguenti malattie infettive ed infestive: Peste bovina. Peste equina. Peste suina. Peste aviaria pseudo peste aviaria o malattia di Newcaste. Pleuro-polmonite essudativa dei bovini. Pleuro-polmonite essudativa delle capre. Afta epizootica. Pedaina. Rabbia. Malattia di Aujeski. Anemia infettiva degli equini. Influenza degli equini. Meningoencefalomieliti. Vaiolo (ovino, caprino, suino, bovino, equino, aviario). Agalassia contagiosa delle pecore e delle capre. Psittacosi. Carbonchio ematico. Carbonchio sintomatico. Edema maligno. Bradsot. Tetano. Tubercolosi (bovina e aviaria). Actinomicosi. Actinobacillosi. Botriomicosi. Brucellosi (bovina, ovina, suina). Pasteurellosi (bovina, equina, ovina, suina, bufalina e aviaria). Salmonellosi (bovina, suina, aviaria, equina). Mastite streptococcica. Adenite equina. Morva. Farcino criptococcico. Malrossino. Malattie di allevamento. Tularemia. Triconomiasi (aborto precoce dei bovini). Trypanosomiasi (morbo coitale maligno, nagana e surra). Piroplasmosi (equina, bovina, ovina e suina). Anaplasmosi, coccidiosi (bovina, ovina, aviaria e del coniglio). Distomatosi. Cisticercosi. Strongilosi. Rogna degli equini. Rogna ovina e caprina.

2. Igiene e zootecnia. Igiene e zootecnia generale. Suolo. Acqua. Aria. Ricoveri animali.

Classificazione degli animali domestici. Razze. Specie. Famiglie. Individui e loro significazione.

Natura e modi, leggi e dottrine dell'ereditarietà.

Scelta dei riproduttori. Metodi di riproduzione.

Fecondazione artificiale, nei riguardi sanitari e zootecnici. Criteri da seguire per il miglioramento dell'industria zootecnica in una determinata zona di allevamento.

Alimentazione. Natura dei foraggi e loro conservazione. Economia dell'alimentazione secondo i regimi di essa. Alimenti concentrati.

Produzione della carne, del latte e della lana.

Pollicoltura, coniglicoltura e apicoltura.

Importazione ed esportazione degli animali e dei prodotti animali. Miglioramento dei pascoli montani.

L'assicurazione dell'industria del bestiame.

3. Lingue estere, prova scritta obbligatoria: traduzione dall'italiano in una delle lingue francese, inglese o tedesca a scelta del candidato.

B) *Prove pratiche.*

1. Esame di un animale nei riguardi della età, della razza, dell'attitudine.

2. Prova clinica su di un animale colpito da malattie infettiva od infestiva.

3. Diagnosi anatomo-patologica e batteriologica delle principali malattie infettive.

Esame macroscopico e microscopico del latte, delle carni e del pesce.

C) *Prova orale.*

La prova orale verte su tutta la materia delle prove scritte e pratiche, sulla organizzazione, legislazione e regolamentazione sanitaria, specialmente attinenti al servizio veterinario e comprende, inoltre, un esperimento sulla lingua estera obbligatoria e facoltativa (conversazione, lettura e traduzione a vista della lingua estera).

Roma, addì 20 luglio 1950

p. *Il Presidente del Consiglio dei Ministri*
L'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica
COTELLESSA

(4603)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a duecentodieci posti di ispettore aggiunto in prova (grado 10°, gruppo A) nel ruolo tecnico dell'agricoltura, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 14 ottobre 1949, registro n. 31, foglio n. 306, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* numero 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'articolo 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concorso interno per esami a duecentodieci posti di ispettore aggiunto in prova (grado 10°, gruppo *A*) nel ruolo tecnico dell'agricoltura;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto l'art. 23 del regolamento per il personale, approvato con il regio decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con i regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354;
Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a duecentodieci posti di ispettore aggiunto in prova (grado 10°, gruppo *A*), indetto con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Presidente

Chiofalo dott. Agostino, consigliere di Stato.

Membri

Carrante prof. Aurelio, direttore generale nel Ministero;
Marinucci prof. Mario, ordinario nell'Università di Perugia;
Maymone prof. Bartolomeo, direttore dell'Istituto sperimentale zootecnico di Roma;
Pocchiari dott. Feliciantonio, ispettore generale nel Ministero.

Funzionerà da segretario della Commissione il sig. Olivieri Mario, segretario contabile capo nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, nella misura di L. 125.

Al prof. Mario Marinucci, spetta, inoltre, il rimborso delle spese di viaggio e l'indennità di missione corrispondente al suo grado.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60, foglio n. 91. — BERITELLI

(4711)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli e per esami a ventotto posti di sperimentatore di 2ª classe (grado 10°, gruppo A) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, numero 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 14 ottobre 1949, registro n. 31, foglio n. 305, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato indetto un concorso interno per titoli e per esami a ventotto posti di sperimentatore di 2ª classe (grado 10°, gruppo *A*) nel ruolo del personale tecnico superiore degli Istituti di sperimentazione agraria;
Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;
Visto il regio decreto 29 maggio 1941, n. 489, sulla riorganizzazione dei servizi e la revisione dei ruoli organici del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;
Visto l'art. 1 del regio decreto 27 gennaio 1935, n. 48, sulla composizione delle Commissioni giudicatrici e sui programmi di esami dei concorsi per l'assunzione del personale appartenente ai ruoli provinciali del Ministero dell'agricoltura e delle foreste;
Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;
Considerato che i ventotto posti messi a concorso con il suindicato decreto sono ripartiti per le otto specializzazioni degli Istituti di sperimentazione agraria, e che per ogni specializzazione il conferimento dei posti deve essere fatto, mediante separato procedimento e distinte prove di esame, da apposita Commissione giudicatrice;

Decreta:

Le Commissioni giudicatrici per le specializzazioni del concorso interno per titoli e per esami a ventotto posti di sperimentatore di 2ª classe (grado 10°, gruppo *A*), bandito con il decreto citato nelle premesse, sono così costituite:

Specializzazione in agronomia.

1. De Cillis prof. Ugo, direttore dell'Istituto nazionale di genetica per la cerealicoltura di Roma, presidente;
2. Pirovano prof. Alberto, direttore dell'Istituto di frutticoltura e di elettrogenetica di Roma, membro;
3. Marimpietri prof. Luigi, direttore della Stazione di chimica agraria di Roma, membro.

Specializzazione in chimica agraria.

1. Feruglio prof. Domenico, direttore della Stazione di chimica agraria di Udine, presidente;
2. Carrante prof. Vincenzo, direttore della Stazione agraria sperimentale di Bari, membro;
3. Marimpietri prof. Luigi, direttore della Stazione di chimica agraria di Roma, membro.

Specializzazione in patologia vegetale.

1. Sibilia prof. Cesare, direttore della Stazione di patologia vegetale di Roma, presidente;
2. Melis prof. Antonio, direttore della Stazione di entomologia agraria di Firenze, membro;
3. Peyronel prof. Beniamino, direttore dell'Istituto di patologia vegetale nell'Università di Torino, membro.

Specializzazione in entomologia agraria.

1. Melis prof. Antonio, direttore della Stazione di entomologia agraria di Firenze, presidente;
2. Russo prof. Giuseppe, direttore dell'Istituto di entomologia agraria nell'Università di Portici, membro;
3. Lombardi prof. Porzia Lorenza, direttrice della Stazione sperimentale di gelsicoltura e bachicoltura di Ascoli Piceno, membro.

Specializzazione in bachicoltura.

1. Pigorini prof. Luciano, direttore della Stazione bacologica sperimentale di Padova, presidente;
2. Melis prof. Antonio, direttore della Stazione di entomologia agraria di Firenze, membro;
3. Lombardi prof. Porzia Lorenza, direttrice della Stazione sperimentale di gelsicoltura e bachicoltura di Ascoli Piceno, membro.

Specializzazione in botanica agraria.

1. Draghetti prof. Alfonso, direttore della Stazione sperimentale agraria di Modena, presidente;
2. Sibilia prof. Cesare, direttore della Stazione di patologia vegetale di Roma, membro;
3. Bonvicini prof. Mario, direttore dell'Istituto di allevamento vegetale per le cerealicoltura di Bologna, membro.

Specializzazione in zootecnia.

1. Maymone prof. Bartolomeo, direttore dell'Istituto sperimentale zootecnico di Roma, presidente;
2. Giuliani prof. Renzo, direttore dell'Istituto di zootecnia nell'Università di Firenze, membro;
3. De Simone prof. Vittorino, ispettore generale nel Ministero, membro.

Specializzazione in selvicoltura.

1. Pavari prof. Aldo, direttore della Stazione sperimentale di selvicoltura di Firenze, presidente;
2. De Philippis prof. Alessandro, direttore dell'Istituto di selvicoltura nell'Università di Firenze, membro;
3. Patrone prof. Generoso, professore di dendrometria nell'Università di Firenze, membro.

Funzionerà da segretario delle Commissioni giudicatrici del concorso il dott. Sessa Michele, vice segretario nel Ministero.

Ai componenti delle Commissioni giudicatrici, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Ai professori Domenico Feruglio, Vincenzo Carrante, Antonio Melis, Beniamino Peyronel, Giuseppe Russo, Porzia Lorenza Lombardi, Luciano Pigorini, Alfonso Draghetti, Mario Bonvicini, Renzo Giuliani, Aldo Pavari, Alessandro De Philippis e Generoso Patrone spettano, inoltre, il rimborso delle spese di viaggio e le indennità di missione corrispondenti al loro grado.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 *ottobre* 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60, *foglio n.* 208. — BERITELLI

(4712)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli e per esami a quattro posti di assistente in prova (grado 10°, gruppo A) nel ruolo degli enotecnici, dei direttori di vivai di viti americane e degli assistenti, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 30 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 3 settembre 1949, registro n. 27, foglio n. 186, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concorso interno per titoli e per esami a quattro posti di assistente in prova (grado 10°, gruppo *A*) nel ruolo degli enotecnici, dei direttori di vivai di viti americane e degli assistenti di questo Ministero;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto l'art. 1 del regio decreto 17 gennaio 1935, n. 48;

Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli e per esami a quattro posti di assistente in prova (grado 10°, gruppo *A*) nel ruolo degli enotecnici, dei direttori di vivai di viti americane e degli assistenti, bandito con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Dalmasso prof. Giovanni, direttore dell'Istituto di coltivazioni arboree nell'Università di Torino, presidente;

Cosmo prof. Italo, direttore della Stazione sperimentale di viticoltura e di enologia di Conegliano, membro;

De Luca prof. Ferdinando, ispettore generale nel Ministero, membro.

Funzionerà da segretario della Commissione il dott. Corrado Saladini, vice segretario nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Ai professori Giovanni Dalmasso ed Italo Cosmo spettano, inoltre, il rimborso delle spese di viaggio e l'indennità di missione corrispondente al loro grado.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 *ottobre* 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60 *foglio n.* 400, — BERITELLI

(4713)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a sessantotto posti di vice segretario in prova (grado 11°, gruppo A) nel ruolo amministrativo centrale, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, numero 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 14 ottobre 1949, registro n. 31, foglio n. 303, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concoro interno per esami a sessantotto posti di vice segretario in prova (grado 11°, gruppo *A*) nel ruolo amministrativo centrale di questo Ministero;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto l'art. 23 del regolamento per il personale, approvato con il regio decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con i regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354, e con il decreto del Capo provvisorio dello Stato 6 maggio 1947, n. 685;

Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a sessantotto posti di vice segretario in prova (grado 11°, gruppo *A*), indetto con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Presidente:

Bozzi dott. Aldo, consigliere di Stato.

Membri:

Cortis dott. Emanuele, direttore generale nel Ministero;
Maroi prof. Fulvio, ordinario nell'Università di Roma;
Cosciani prof. Cesare, ordinario nell'Università di Siena;
Sacconi dott. Silvio, capo divisione nel Ministero.

Funzionerà da segretario della Commissione il sig. Zara Vittorio 1° segretario contabile nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Al prof. Cosciani spetta, inoltre, il rimborso delle spese di viaggio e l'indennità di missione corrispondente al suo grado.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 *settembre* 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60, *foglio n.* 90. — BERITELLI

(4714)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a cinquantadue posti di vice segretario contabile in prova (grado 11°, gruppo B) nel ruolo amministrativo centrale e periferico, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 14 ottobre 1949, registro n. 31, foglio n. 309, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concorso interno per esami a cinquantadue posti di vice segretario contabile in prova (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo amministrativo centrale e periferico di questo Ministero;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto l'art. 23 del regolamento per il personale, approvato con il regio decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con i regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354;

Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a cinquantadue posti di vice segretario contabile in prova (grado 11°, gruppo *B*), indetto con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Albertario prof. Paolo, direttore generale nel Ministero, presidente;

Mezzacapo prof. Camillo, professore nell'Università di Roma, membro;

Gigante dott. Luigi, capo divisione nel Ministero, membro.

Funzionerà da segretario della Commissione il sig. Sabatini Luigi esperto capo nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60, *foglio n.* 88. — BERITELLI

(4715)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a centoquattro posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo B) nel ruolo tecnico dell'agricoltura, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 14 ottobre 1949, registro n. 31, foglio n. 308, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concorso interno per esami e centoquattro posti di esperto di 4ª classe (grado 11°, gruppo *B*) nel ruolo tecnico dell'agricoltura;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto l'art. 23 del regolamento per il personale, approvato con il regio decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con i regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354;

Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a centoquattro posti di esperto di 4ª classe in prova (grado 11°, gruppo *B*), nel ruolo tecnico dell'agricoltura, indetto con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Sacchi dott. Giulio, direttore generale nel Ministero, presidente;

Sibilia prof. Cesare, direttore della Stazione sperimentale di patologia vegetale di Roma, membro;

Pagniello dott. Domenico, capo divisione nel Ministero, membro.

Funzionerà da segretario della Commissione il dott. Martucci Domenico, esperto di 1ª classe nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60, *foglio n.* 89. — BERITELLI

(4716)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a novantadue posti di alunno d'ordine in prova (grado 13°, gruppo C) nel ruolo del personale d'ordine, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 14 ottobre 1949, registro n. 31, foglio n. 304, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concorso interno per esami a novantadue posti di alunno d'ordine in prova (grado 13°, gruppo *C*) nel ruolo del personale d'ordine di questo Ministero;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto l'art. 23 del regolamento per il personale, approvato con regio decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con i regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354;

Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per esami a novantadue posti di alunno d'ordine in prova (grado 13°, gruppo *C*), indetto con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Maltese dott. Vincenzo, capo divisione nel Ministero, presidente;

Prestipino prof. Vincenzo, ordinario di materie letterarie nel Liceo-ginnasio « Giulio Cesare » di Roma, membro;

Figliolia dott. Achille, capo sezione nel Ministero, membro.

Funzionerà da segretario della Commissione il sig. Scamardy Amedeo, segretario contabile capo nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 settembre 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60, *foglio n.* 92. — BERITELLI

(4717)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli a centodieci posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 14 ottobre 1949, registro n. 31, foglio n. 307, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concorso interno per titoli a centododici posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno di questo Ministero;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto il regolamento organico per il personale subalterno del Ministero, approvato con il decreto 23 ottobre 1930, n. 1885, e modificato con i regi decreti 2 marzo 1933, n. 318, e 27 giugno 1937, n. 1354;

Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 agosto 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli a centododici posti di inserviente in prova nel ruolo del personale subalterno, indetto con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Dato dott. Bernardo, ispettore generale nel Ministero, presidente;

Testa dott. Raoul, consigliere nel Ministero, membro;

Cardillo dott. Mario, consigliere nel Ministero, membro.

Funzionerà da segretario della Commissione il dott. Calabresi Marcello, vice segretario nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 26 *settembre* 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 60, *foglio n.* 87. — BERITELLI

(4718)

Nomina della Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli e per esami a quattro posti di ecologo aggiunto in prova (grado 10°, gruppo A) nel ruolo dei servizi di meteorologia ed ecologia agraria, indetto a termini del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502.

IL MINISTRO
PER L'AGRICOLTURA E PER LE FORESTE

Visto il decreto Ministeriale 18 giugno 1949, registrato alla Corte dei conti il 19 ottobre 1949, registro n. 32, foglio n. 63, pubblicato nel supplemento ordinario alla *Gazzetta Ufficiale* n. 270 del 24 novembre 1949, con il quale, a termini dell'art. 5 del decreto legislativo 5 maggio 1948, n. 502, è stato bandito un concorso interno per titoli e per esami a quattro posti di ecologo aggiunto in prova (grado 10°, gruppo *A*) nel ruolo dei servizi di meteorologia ed ecologia agraria di questo Ministero;

Visto il regio decreto 30 dicembre 1923, n. 2960;

Visto l'art. 4 del regio decreto 4 maggio 1924, n. 900, contenente norme per l'applicazione del regio decreto 30 dicembre 1923, n. 3165, relativo al riordinamento dei servizi di meteorologia e geofisica;

Visti l'art. 63 del regio decreto 8 maggio 1924, n. 843, e i decreti legislativi 5 aprile 1945, n. 167, 31 maggio 1945, n. 572, e 7 dicembre 1946, n. 623;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso interno per titoli e per esami a quattro posti di ecologo aggiunto in prova (grado 10°, gruppo *A*) nel ruolo dei servizi di meteorologia ed ecologia agraria, indetto con il decreto citato nelle premesse, è così costituita:

Presidente:

Azzi prof. Girolamo, direttore dell'Istituto di ecologia agraria nell'Università di Firenze.

Membri:

Medi prof. Enrico, direttore dell'Istituto di fisica sperimentale nell'Università di Palermo;

Morettini prof. Alessandro, ordinario di coltivazioni arboree nell'Università di Firenze;

Pocchiari dott. Feliciantonio, ispettore generale nel Ministero;

Roncali prof. Giorgio, ecologo capo f.f. direttore dell'Ufficio centrale di meteorologia e di ecologia agraria.

Funzionerà da segretario della Commissione il rag. Giov. Battista Montoneri, segretario contabile principale nel Ministero.

Ai componenti della Commissione, funzionari dello Stato, saranno corrisposti gettoni di presenza, per ogni giorno di riunione, in misura di L. 125.

Ai professori Girolamo Azzi, Enrico Medi e Alessandro Morettini, spettano, inoltre, il rimborso delle spese di viaggio e l'indennità di missione corrispondente al loro grado.

Il presente decreto sarà inviato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 11 agosto 1950

Il Ministro: SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *ottobre* 1950
Registro Agricoltura e foreste n. 6, *foglio n.* 35. — BERITELLI

(4719)

GIOLITTI GIUSEPPE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.